



Les zabbalines : la crise mondiale du recyclage n'épargne personne

La décision de la Chine, il y a environ un an et demi, de réduire ses importations de matières recyclées a, du jour au lendemain, fait chuter les prix sur la scène internationale, atteignant toute l'industrie du recyclage. En Amérique du Nord et en Europe, des milliers de tonnes de matières s'accumulent depuis des mois dans les centres de tri. Les populations vivant du recyclage informel ont également été durement touchées. C'est le cas des zabbalines du Caire.

Par **Pascal Michaud**

21 août 2019

« Beaucoup de gens ont perdu beaucoup d'argent ces derniers mois », dit Youssef Abdou pendant qu'il supervise, sous un soleil de plomb, le travail d'une trentaine d'employés dans un immense hangar poussiéreux à ciel ouvert, situé dans l'est de la cité-ordures de Manshiyat Nasser, au Caire.

Depuis quelque temps, l'homme de 37 ans a observé une baisse draconienne du prix des matières recyclables. Youssef, dont les employés compressent chaque jour 20 tonnes de carton acheté à divers éboueurs et trieurs de la communauté, dit que le prix de la matière qu'il traite a chuté abruptement de 40 % en quelques mois.

Certes, des usines de transformation situées à l'extérieur du bidonville achètent encore leur carton compressé pour en faire des boîtes destinées au transport de vêtements, de chaussures et de contenants à essence. Mais Youssef fait remarquer qu'elles paient beaucoup moins qu'il y a quelques mois pour la même quantité de carton.



Youssef Abdou (à droite) et ses hommes ont constaté depuis quelques mois une chute importante du prix du carton qu'ils recyclent. Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

D'autres zabbalines ont noté une diminution de leurs revenus. C'est le cas d'Ahmed, qui possède un atelier de recyclage de sacs de plastique à usage unique. Le prix que le recycleur de 34 ans touche pour la vente d'un kilo de plastique déchiqueté, lavé puis séché a baissé de 10 % à 15 % en peu de temps.

Qu'ils soient éboueurs, trieurs, ou propriétaires d'une usine de recyclage, le constat est généralisé chez les zabbalines de Manshiyat Nasser, où tous ont été touchés d'une façon ou d'une autre par une baisse des prix. Bien entendu, les degrés de vulnérabilité sont différents. Après tout, la chaîne de recyclage établie dans le bidonville fait en sorte que chaque étape de transformation d'une matière résiduelle ajoute de la valeur à celle-ci, générant toujours plus de revenus pour les acteurs qui se situent en aval de cette chaîne que pour ceux qui se trouvent en amont.

Il n'en demeure pas moins que les zabbalines, dont la plupart vivent dans l'extrême pauvreté, touchent moins d'argent qu'avant.

C'est spécialement vrai pour Michael Taher Sabar. L'éboueur de 30 ans a vu ses revenus chuter de 40 % dans la dernière année. Le père de trois enfants a dû emprunter d'urgence 26 000 £ E (2047 \$ CA) à une connaissance bien nantie pour arriver à survivre. Il a aussi dû faire des choix difficiles. Faute d'argent, Michael ne pourra pas envoyer sa fille de 6 ans à l'école, dit-il sobrement.



Le prix des bouteilles de plastique a chuté de près de 50 % en l'espace de quelques mois.
Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

En quête de réponse

Comme bien des siens, l'éboueur ne comprend rien à cette situation qui perdure depuis des mois. D'autres zabbalines y vont de leur propre explication. Pour Youssef, l'instabilité politique et économique des pays voisins, comme le Soudan et la Libye, est en cause. De son côté, Ahmed montre du doigt l'augmentation des prix de la nourriture en Égypte. En fait, dit-il, peu importe quelle est la véritable cause : l'essentiel, c'est que tout cela affecte son portefeuille, déjà peu garni.

Certains recycleurs parlent d'une situation hors du commun. Et celle-ci ne serait pas attribuable à la situation en Égypte. C'est du moins ce que pense Rizg Yosif, propriétaire d'une usine de recyclage de bouteilles de plastique.

« Il y a clairement une crise en ce moment. Elle touche tous les matériaux. De nombreuses personnes ici [...] croient que cette crise a pris naissance à l'international », affirme l'homme d'une cinquantaine d'années, qui a vu le prix d'une tonne de bouteilles de plastique passer de 7000 £ E (560 \$ CA) à 4000 £E (320 \$ CA) en l'espace de deux mois.



Rizg Yosif montre du doigt la conjoncture internationale pour expliquer la diminution draconienne du prix des bouteilles de plastique. Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

L'analyse que fait Rizg Yosif trouve un certain écho auprès d'Ezzat Naem Guindy, fondateur de l'ONG The Spirit of Youth Association, qui vient en aide à de nombreux zabbalines de Manshiyat Nasser.

Selon l'homme de 54 ans, il est exact de dire que la baisse des revenus enregistrée par le « peuple des ordures » est attribuable à ce qui se passe sur la scène internationale. En ce sens, la décision prise il y a un an et demi par le plus gros joueur mondial du recyclage, en l'occurrence Pékin, de ne plus accepter les déchets du monde entier n'est pas étrangère à la situation que vivent aujourd'hui les zabbalines, suggère Ezzat Naem Guindy.

« Nous avons été durement touchés par la décision de la Chine », tranche celui qui a observé une diminution générale du prix des matières recyclables de 20 % depuis le 1er janvier 2018. Ce jour-là, l'empire du Milieu, véritable épice du recyclage international, a subitement dit non à l'importation de 24 catégories de déchets solides étrangers, sous le prétexte que la plupart d'entre eux étaient sales ou dangereux.

L'effondrement des prix a été immédiat partout sur la planète. Y compris en Égypte, souligne le fondateur de l'ONG The Spirit of Youth Association.



Les déchets de carton s'accumulent dans le hangar à ciel ouvert de Youssef Abdou.
Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

Même si les zabbalines n'exportaient plus beaucoup de matériaux recyclables vers la Chine depuis quelques années déjà, soit bien avant le 1er janvier 2018, il reste que le « peuple des ordures » a quand même été désavantagé financièrement par l'annonce de Pékin, insiste Ezzat Naem Guindy.

Un scénario plausible

Il y a une « certaine logique » dans la lecture que font Ezzat Naem Guindy et Rizg Yosif, dit Arnaud Brunet, directeur général du Bureau international du recyclage (BIR), basé à Bruxelles.

Bien qu'ils travaillent dans le monde informel du recyclage, où ils échappent « à la mesure » et à la régulation de l'État, les zabbalines sont néanmoins assujettis au même dénominateur commun que les entreprises de recyclage formel dans le monde, note Arnaud Brunet.

« Grossièrement, le prix [des matières] est un prix mondial. [...] C'était la Chine qui donnait le tempo. À partir du moment où il y a un effondrement et une forte pression sur les prix, on peut imaginer que, par répercussion, ça touche l'économie informelle, parce que [ses acteurs] sont en grande partie des fournisseurs de l'industrie. »

– Arnaud Brunet, président du BIR

« C'est une chaîne un peu continue d'approvisionnement, et on sait que ce secteur informel peut également être une source d'apport pour le secteur formel. Donc, s'il y a une pression sur les prix à la vente, on peut imaginer que le rachat auprès du secteur informel en souffre également », ajoute Arnaud Brunet.

Selon le directeur général du BIR, l'hypothèse d'Ezzat Naem Guindy et de Rizg Yosif tient donc la route. Elle vient aussi rappeler que ce n'est pas la première fois que les zabbalines sont les victimes impuissantes de la conjoncture économique mondiale.

En 2008, le « peuple des ordures » n'a pas été épargné par la crise bancaire et financière internationale engendrée par la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis. Dans un article paru en 2014, le chercheur et anthropologue Jamie Furniss a déterminé que certains zabbalines avaient assisté, à l'époque, à des chutes de prix de l'ordre de 50 % pour certaines matières recyclées.

La crise pétrolière de 2014-2015 a aussi eu des répercussions négatives pour les recycleurs de Manshiyat Nasser, spécialement ceux qui exploitaient le plastique.



Le moindre soubresaut économique sur la scène mondiale a des répercussions sur le quotidien des zabbalines dans Manshiyat Nasser, qui sont vulnérables aux fluctuations du prix des matières recyclables. Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

Des similitudes avec l'Occident

Certes, la crise mondiale du recyclage se vit différemment, que l'on soit dans Manshiyat Nasser ou dans un pays occidental comme l'Allemagne, les États-Unis ou le Canada. Cela dit, certains zabbalines sont aux prises avec des problèmes qui, toutes proportions gardées, peuvent s'apparenter à ceux vécus par des acteurs occidentaux du recyclage.

À l'image de certains centres de tri du Québec et du Canada, submergés depuis des mois par des milliers de tonnes de matières recyclées qui ne trouvent pas preneurs, des zabbalines sont, eux aussi, confrontés à une accumulation de matières recyclées.

C'est du moins la situation que vit Ahmed. « Ces jours-ci, nous n'avons pas de commandes, et les prix sont à la baisse », déplore le recycleur de sacs de plastique à usage unique. Résultat : des ballots de plastique déchiqueté s'empilent depuis quelque temps dans un de ses ateliers de recyclage.

Youssef éprouve le même problème. Le prix qu'il pourrait toucher présentement pour certains types de cartons de jus et de lait est très bas. Il préfère donc attendre que la situation se rétablisse sur les marchés, en espérant qu'elle se rétablira vite.

En attendant, il entrepose ces articles quelque part dans Manshiyat Nasser, explique-t-il, pendant que ses employés déchargent du carton qui arrive par camion et qui s'amoncelle à une vitesse vertigineuse, ici et là, dans un chaos permanent.

Ce n'est que le début

Malheureusement, les zabbalines ne sont peut-être pas au bout de leurs peines. Selon les prédictions d'Arnaud Brunet, la crise mondiale du recyclage perdurera jusqu'au début de l'année 2021. Dans les prochains mois, le monde entier continuera à pâtir de la décision chinoise.



La crise mondiale du recyclage pourrait toucher les habitants du bidonville de Manshiyat Nasser pendant encore de nombreux mois. Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

La bonne nouvelle, selon le président du BIR, c'est que cette crise a forcé l'industrie mondiale du recyclage à revoir ses techniques. « La solution à toute cette crise à long terme, c'est une amélioration de la qualité du traitement », plaide-t-il.

D'après lui, les acteurs de l'industrie doivent voir la crise actuelle comme une « opportunité industrielle. » Ils doivent saisir cette chance d'investir dans la recherche et le développement afin de traiter de façon plus fine les matières, et sortir une meilleure qualité.

Après tout, note-t-il, c'est pour cette raison que Pékin a fermé ses frontières. « C'est ce que la Chine a imposé au reste du monde, c'est-à-dire d'augmenter la qualité de traitement, d'aller vers des matières de plus haute qualité dans les normes internationales. Du coup, ça, c'est de la valeur ajoutée. Donc, ça reprovoque une remontée des prix », explique Arnaud Brunet.

L'analyse du président du BIR rejoint ce que pensent de nombreux zabbalines.

« Nous avons besoin de certains nouveaux procédés scientifiques pour améliorer nos façons de recycler », concède Rizg Yosif. Adham El-Sharkawy, bénévole dans Manshiyat Nasser, abonde dans le même sens. « Nous souffrons d'un manque de nouvelles technologies, de nouvelles machines », explique l'homme de 31 ans. Le son de cloche est le même du côté d'Adel Ragy. Ce propriétaire d'une usine de recyclage de bouteilles de plastique estime que les zabbalines doivent adopter des méthodes de travail « dignes du 21e siècle ».



Pour améliorer leurs techniques de recyclage, de nombreux zabbalines devraient modifier leurs équipements, mais les coûts associés à une telle démarche sont exorbitants.

Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

Là où le bât blesse, c'est que très peu de zabbalines peuvent emprunter le chemin de la modernisation et du développement. Comme plusieurs des 15 à 20 millions de personnes vivant du recyclage informel dans le monde, le « peuple des ordures » fait face à des contraintes importantes.

Par exemple, la très grande majorité des recycleurs de Manshiyat Nasser n'a pas les reins financiers assez solides pour se permettre l'achat de nouveaux équipements ou investir dans la recherche et le développement.

Comme le mentionne le chercheur Jamie Furniss dans un récent ouvrage consacré à la valorisation des déchets dans les pays en développement, une broyeuse neuve de fabrication égyptienne coûtait, il y a quelques années, 25 000 £ E (2000 \$ CA) tandis qu'une extrudeuse coûtait environ 250 000 £ E (20 000 \$ CA). Ces montants représentent évidemment un investissement inaccessible pour la plupart des membres de la communauté.

Le recyclage n'est plus une chasse gardée

Au-delà de l'incapacité financière des zabbalines à se doter de nouveaux outils de recyclage, un problème encore plus préoccupant les tiraille : la multiplication des entreprises en démarrage consacrées au recyclage. Signe que les temps changent en Égypte, de plus en plus de jeunes entrepreneurs, interpellés par les changements climatiques, le développement durable et la protection de l'environnement, veulent investir le créneau de la récupération des déchets.

Au cours des dernières années, certaines de ces jeunes entreprises ont commencé à offrir aux Caiotes de leur acheter leurs matières recyclables. C'est ce que fait Recyclolife. L'entreprise, fondée en 2015, transforme les déchets solides qu'elle achète aux résidents, comme le plastique et l'aluminium, en matières premières. Ces dernières sont ensuite acheminées vers certaines usines locales.

Sans grande surprise, de nombreux zabbalines voient ces nouveaux joueurs comme des concurrents. Mina Bahr, fondateur de Recyclolife, a fait des sorties au cours des derniers mois pour dénoncer de prétendus cas d'intimidation et d'agression physique envers des membres de son équipe. À maintes reprises, il a dénoncé la « rivalité toxique » qui a surgi entre les entreprises de recyclage naissantes et les zabbalines.



De plus en plus de gens en Égypte veulent leur part du gâteau dans l'industrie du recyclage et de la valorisation des déchets, ce qui inquiète les zabbalines de Manshiyat Nasser.

Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

« Les ramasseurs d'ordures avaient l'habitude d'obtenir les déchets des gens gratuitement, mais maintenant, nous payons pour cela. Ils agissent comme si les déchets leur appartenaient », déplorait Mina Bahr il y a quelques mois sur le site web The Switchers, une communauté d'entrepreneurs et d'innovateurs dont le champ d'action s'articule dans les pays situés autour de la mer Méditerranée.

Pendant longtemps, les zabbalines ont été pour ainsi dire presque les seuls à investir la niche du recyclage et de la récupération des matières résiduelles en Égypte. Aujourd'hui, ils sont en quelque sorte rattrapés, tranquillement, par l'évolution des mentalités au pays des pharaons à l'égard du développement durable et de la protection de l'environnement.

Heureusement, il y a la croissance

Malgré tout, l'heure n'est pas encore à la panique dans Manshiyat Nasser. Certains, comme Adel Ragy, se consolent en se disant que la croissance économique, par définition génératrice de déchets, est loin de vouloir s'arrêter.

Les statistiques lui donnent d'ailleurs raison.



Des chiens errants fouillent les déchets dans Manshiyat Nasser. En Égypte, comme partout dans le monde, la production de déchets domestiques ira en croissant dans les années à venir. Photo : Radio-Canada/Pascal Michaud

Selon un récent rapport de la Banque mondiale intitulé *What a Waste 2.0 : A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050*, la production mondiale de déchets augmentera de 70 % d'ici 2050. En raison de l'urbanisation rapide et de la croissance démographique, la quantité de déchets produits chaque année dans le monde devrait grimper à 3,4 milliards de tonnes au cours des 30 prochaines années. Elle était de 2,01 milliards en 2016.

En Égypte, la production de déchets augmente de 3,4 % par année, selon un rapport de la Banque mondiale datant de 2015. La capitale, plus grande ville du monde arabe, accueille 500 000 habitants supplémentaires chaque année, selon les Nations unies. Au total, la ville des pyramides abritera plus de 28,5 millions de personnes en 2035.

Visiblement, le mot décroissance ne fait peur à personne dans Manshiyat Nasser. Les ordures ne sont pas près de disparaître, plaident les zabbalines à l'unisson.

En ce sens, un éventuel ralentissement de la consommation mondiale ou locale ne les inquiète pas outre mesure. « Pas du tout », répond Adel Ragy. « Je ne m'attends pas à ça. Je crois qu'il est loin le jour où ça arrivera », affirme pour sa part Rizg Yosif.

La peur des zabbalines réside plutôt dans l'accès aux déchets, qu'ils ont perdu pendant 15 ans, de 2002 à 2017, lorsque les pouvoirs publics ont confié la collecte des ordures municipales à des multinationales étrangères, et qu'ils continuent de perdre, à petit feu.

« Voilà de quoi nous avons vraiment peur. Pour le reste, nous n'avons peur de rien », dit Rizg Yosif.

Ce reportage a été réalisé grâce au Fonds québécois en journalisme international.



•

[Les zabbalines : vies d'ordures, de recyclage et d'exploit](#)



•

[Les zabbalines : recycler au péril de sa santé](#)

Pascal Michaud journaliste, **Melanie Julien** chef de pupitre, **André Guimaraes** développeur, **Francis Lamontagne** designer

Fermer la publicité
Publicité

- [Conditions d'utilisation](#)
- [Relations avec l'auditoire](#)
- [Accessibilité](#)

[Tous droits réservés © Société Radio-Canada 2019](#)